

FACE AUX PROJETS DE L'ARIZONA, LATITUDE JEUNES DEFEND LA SECURITE SOCIALE

Une prise de position de Latitude Jeunes : 25 avril 2025

Démantèlement de la sécurité sociale et recul des droits fondamentaux

L'Arizona envoie plusieurs signaux dangereux pour la sécurité sociale. Rien n'est fait pour la renforcer et, dans un contexte de crise, cela revient à abandonner les plus vulnérables. Elle n'est considérée que comme un coût et c'est tout le fondement de notre cohésion sociale qui est remis en cause.

La précarisation s'organise, l'accès aux aides est conditionné, celles et ceux qui n'ont plus droit à certaines aides sont redirigé·e·s vers des dispositifs résiduaire·s. Tout cela contribue à mettre en place une société à deux vitesses, avec d'un côté les personnes qui ont les moyens d'accéder aux différents soins et services, et de l'autre les personnes qui en sont privées. Cela fragilise les droits universels et alimente la stigmatisation.

De même, le projet de plafonnement et de cadastre est incohérent avec les fondements de la sécurité sociale. Il vient renforcer une logique de méfiance envers les bénéficiaires et cela peut dissuader les personnes de faire valoir leurs droits.

Déconstruction du rôle des acteurs de la solidarité

Une pression est indéniablement exercée sur les mutualités : leur rôle est menacé et leur autonomie affaiblie. La responsabilisation financière des mutualités et les restrictions sur la liberté d'expression associative nuisent à leur rôle de soutien et de défense des droits des patient·e·s et des bénéficiaires.

L'aide au développement est également réduite de manière irresponsable. Couper dans les aides internationales revient à se désengager des responsabilités globales en matière de climat, santé, et droits humains, au détriment des interdépendances mondiales.

Appel à un modèle solidaire, humain et inclusif

Les mesures actuelles sont vues comme une menace pour la justice sociale et la solidarité. L'appel est clair : renforcer une sécurité sociale universelle et ambitieuse, recentrée sur les besoins humains et non sur des logiques comptables.

FOCUS SANTE

Qui aura le droit de se soigner ?

On observe une détérioration silencieuse de l'accès aux soins. Le report des soins augmente, et avec lui les inégalités. Quand se soigner devient un luxe, ce sont les femmes, les familles monoparentales, les personnes en situation de handicap qui trinquent les premières. Ce recul de l'accès aux soins est alarmant, et les conséquences sur la santé publique à long terme seront lourdes si rien n'est fait.

Absence de reconnaissance des déterminants sociaux de la santé

Si l'accent est mis sur l'accompagnement et les soins en santé mentale, il est alarmant de constater que ses causes sociales – précarité, isolement, surcharge de travail, violences – ne sont pas prises en compte. Or, la souffrance psychique ne naît pas dans le vide. En oubliant les racines sociales, on renforce l'idée que les individus sont seuls responsables de leur mal-être, ce qui est à la fois injuste et inefficace. En ignorant les causes, on soigne à moitié.

Les discours autour de l'activation et de la responsabilisation des malades de longue durée, accompagnés de sanctions et de contrôles, ignorent les réalités de terrain. Ces politiques font fi de la dégradation des conditions de travail, et surtout de la dimension genrée de la maladie. 60 % des malades de longue durée sont des femmes, souvent touchées par des pathologies invisibilisées comme l'endométriose, ou surexposées aux dépressions et burn-out. Ces politiques renforcent la stigmatisation au lieu de reconnaître les causes collectives de l'épuisement. Pour les femmes, c'est une double peine.

Appel à une politique de santé juste, inclusive et cohérente

Les intentions du gouvernement en matière de santé masquent un recul des droits fondamentaux. La santé est en réalité bien plus qu'une affaire de soins. C'est une question de justice sociale, d'égalité, de dignité. Et pourtant, les mesures que le gouvernement fédéral envisage aujourd'hui semblent tourner le dos à cette vision humaine et solidaire qui nous semble indispensable.

Quand on parle de contraception, de santé mentale, de malades de longue durée ou encore de l'accès aux soins, on parle de réalités concrètes pour des millions de personnes. Et trop souvent, ce sont les femmes, les jeunes, les personnes précaires ou en situation de handicap qui en subissent les conséquences.

Voici pourquoi, à nos yeux, les propositions actuelles ne sont pas à la hauteur. Et pourquoi nous demandons des actions ambitieuses, justes et inclusives. La santé ne peut pas être pensée en silos, ni réduite à des chiffres. Elle doit être vécue comme un droit, soutenue par des politiques cohérentes, transversales et ancrées dans la réalité des gens. Aujourd'hui, nous appelons à une

approche féministe, inclusive et solidaire de la santé. Car personne ne devrait être laissé de côté quand il s'agit de vivre dignement.

FOCUS TRAVAIL

Le travail d'abord, les travailleurs·euses ensuite

Sur le plan du travail, le gouvernement fédéral annonçait une hausse du pouvoir d'achat et des améliorations pour les carrières des travailleuses et des travailleurs. Cependant, les mesures que l'Arizona projette de mettre en place sont très loin de concrétiser ces objectifs, et vont au contraire précariser une grande partie de la population.

Plusieurs points concernant les jeunes nous font craindre pour leur prise d'autonomie, leur épanouissement et leur stabilité.

Accès aux allocations d'insertion

Parmi ceux-ci, il y a la question des allocations d'insertion. Si la limitation du stage d'attente nous paraît être une bonne chose, cette mesure seule est loin d'être suffisante pour garantir à chaque jeune qui en a besoin, l'accès aux allocations d'insertion. En plus de maintenir la limite d'âge à 25 ans pour en faire la demande, l'accès reste toujours conditionné à deux évaluations positives délivrées par l'un des services régionaux de l'emploi. Enfin, l'accord prévoit de limiter les allocations d'insertion à un an maximum.

Travail et instabilité

Entre l'augmentation de la flexibilité des travailleurs et travailleuses et l'abaissement du travail étudiant à 15 ans, on observe un recul des droits en matière de travail, notamment en termes de sécurité de l'emploi, de stabilité et de revenus. Cela va donner lieu à du personnel corvéable à souhait, et un flou autour des droits des plus jeunes au travail : les ingrédients parfaits pour offrir une main d'œuvre très flexible et à bas coût pour les entreprises. Pour les travailleurs·euses, cela signifie fatigue physique et mentale, réduction du temps consacré à l'assimilation des cours ou à d'autres activités essentielles pour l'épanouissement personnel, certitude que les premiers·ères jeunes à prendre le chemin du travail seront celles et ceux qui sont issu·e-s des milieux les plus précarisés.

Appel à la protections de nos droits

On ne peut pas laisser l'Arizona dire aux gens que leur force de travail est plus importante que leur bien-être, qu'on soit en mesure de travailler ou pas. Le travail ne doit pas devenir aliénant, les droits des travailleurs·euses doivent être protégés, et pour cela il faut laisser plus de place à tout ce qui compose nos vies en dehors du travail.

En conclusion

On observe de manière plutôt évidente que les piliers de la sécurité sociale sont en danger. La santé est largement impactée, ainsi que le monde du travail. Il y aura également des conséquences sur les personnes âgées et leur pension, sur la facilité d'accès à certains services avec le passage au numérique total, sur le personnel soignant dont les métiers ne sont pas revalorisés, sur les personnes qui bénéficiaient jusqu'à présent du revenu d'insertion, sur les prestations familiales, sur la manière dont les maladies professionnelles et les accidents de travail sont gérés... L'impact est systémique, aucun domaine n'est épargné, tous·tes les citoyen·nes seront tôt ou tard concerné·e·s par ces menaces sur notre sécurité sociale.

Contact : Lucie.pe@solidaris.be

LATITUDE
JEUNES

 Solidaris